

Manif du 26 janvier 2015 à Toulouse contre le projet de loi MACRON

Chers Amis, Chers Camarades,

Nous sommes là pour dire qu'aujourd'hui doit être mieux qu'hier. Nous avons droit, pour nous et pour nos enfants, à un avenir meilleur que notre présent.

Aujourd'hui est examiné à l'assemblée nationale le projet de Loi Macron. Ce projet de Loi de plus de 500 pages peut-être résumé ainsi : **Austérité pour les salariés, Liberté pour les patrons.**

Disons-le tout net : Rien n'est bon dans le Macron !

Les parlementaires français qui voteraient ce texte iraient à rebours de l'histoire. Ils iraient à l'encontre de la volonté des peuples européens qui expriment leurs aspirations à s'émanciper de la tutelle, de la dictature des marchés financiers.

Au nom de nos trois organisations syndicales Cgt, FSU et Solidaires, j'en profite pour saluer ici l'expression massive du peuple Grec en faveur de la Liberté et du progrès social et j'appelle les salariés de la Haute-Garonne à soutenir nos camarades qui luttent partout en Europe pour relever la tête et sortir leurs pays de la situation dramatique où les ont plongés les lois d'airain de l'austérité.

Dans la logique du pacte dit « De responsabilité », le projet de Loi Macron entend changer en profondeur la nature de l'Etat. Il veut nous imposer un Etat au service des entreprises en lieu et place d'un Etat protecteur, au service des citoyens et garantissant le vivre ensemble.

Et pourtant, c'est bien sur la base de ces valeurs qu'ont défilé 200 000 manifestants à Toulouse le 11 janvier dernier et 4 millions dans toute la France. Les français aspirent à vivre mieux ensemble, dans la tolérance, le respect, la solidarité et la fraternité. Nous refusons d'être opposés dans les logiques d'égoïsme, de tous contre tous, de concurrence et de méfiance généralisée dans lesquelles nous ont plongées 30 ans de politiques libérales.

Dérèglementations, privatisations effrénées, concurrence et égoïsme rapportent de l'argent aux grands patrons et aux actionnaires. Ils ont un prix insupportable pour les salariés. Le bilan de ces politiques est sans appel : 5 millions de privés d'emplois, 10 millions de pauvres, un salaire médian qui n'en finit pas de diminuer d'une année sur l'autre.

Nous le disons haut et fort et personne ne nous contredit : Le projet de Loi Macron, s'il devait devenir une Loi n'aurait aucun effet en terme de création d'emploi et de croissance. Il ne ferait qu'appauvrir et précariser les salariés.

Par contre, il rendrait réels les rêves du Medef notamment en augmentant le temps de travail (par le biais du travail de nuit et du dimanche), il attaquerait encore plus le financement de la sécu (actionnariat salarié...). Il dynamiterait l'institution prudhommale de manière à ce qu'elle ne protège plus les salariés. Les travailleurs seraient laissés sans moyens face aux employeurs. Ces dispositions extrêmement graves seraient un recul social historique comme le monde du travail n'en a pas connu.

Nos 3 organisations syndicales ne cautionneront cet assassinat des acquis sociaux. Nous allons partir en manifestation vers le conseil des prudhommes dans quelques minutes. Nous refusons que soit mise en cause l'institution prudhommale.

Si nous prenons cet exemple, qui peut nous dire que remplacer le transport ferroviaire par les autocars est un projet d'avenir... C'est une mesure de classe qui veut imprimer une distinction sociale entre riches et pauvres, et va en l'encontre de nos revendications d'investissements respectueux de l'environnement.

En Haute-Garonne, il en va de la pérennité de nos transports ferroviaires, de leur entretien et des investissements. La ligne St-Gaudens-Luchon est un enjeu de développement dans notre département, et au-delà jusque dans les Hautes-Pyrénées et en Espagne. Ensemble, continuons de nous mobiliser pour qu'elle redémarre.

Ce premier rassemblement contre le Projet Macron- qui est présenté aujourd'hui à l'Assemblée Nationale doit -susciter de plus en plus d'intérêts de la part des salariés c'est pour cela que nous sommes mobilisés.

La semaine dernière, les organisations syndicales ont repoussé le projet du MEDEF de supprimer les CHSCT et les moyens dont disposent les représentants des salariés pour défendre les travailleurs dans les entreprises.

Chers Amis, chers Camarades, nous nous battons pour gagner. Pour relancer la croissance et l'emploi, nous exigeons des mesures immédiates, concrètes pour les salariés :

La baisse du temps de travail à 32h00 pour travailler tous,

L'augmentation du SMIC à 1 700 € et des salaires et des pensions en conséquence,

L'investissement dans l'industrie, la recherche et le développement,

Des Services Publics qui répondent aux besoins,

Une Sécurité Sociale au niveau des ambitions du XXIème siècle.

Ensemble, unis, nous allons gagner !